COMPTE RENDU DU

CONSEIL MUNICIPAL DU 05 JUILLET 2021

Secrétaire de séance : Anne-Lise VIALLO

Présents : Francis FAYARD, Nathalie MANTONNIER, Philippe CHAVE, Evelyne BERNARD, Jean-François FAURE, Anne-Lise VIALLO, Christian CHABERT, Evelyne BILBOT, Sébastien AMBLARD, Annick BAROTEAUX, Georges CASANOVA, Marie-Christine GEAY, Thierry JAVELAS, Duilio NOVARO, Laurent MANTONNIER, Nathalie SORIA, Alain COURTHIAL, Emmanuel DELPONT, Dan VILLIOT, Matthieu NIVOT, Fabien PLANET, Emmanuelle GIELLY

Excusés et représentés : Christiane LAMBERT (pouvoir à Nathalie MANTONNIER), Francine DAMBRINE (pouvoir à Dan VILLIOT), Thierry SANCHEZ (pouvoir à Emmanuelle GIELLY), Nicolas COLOMB (pouvoir à Fabien PLANET), José MUNOZ ALVAREZ (pouvoir à Anne-Lise VIALLO)

Absents : Elisabeth LUQUES, Sébastien CHEYNEL

**Synthèse des Décisions prises en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT,
Délibération du Conseil Municipal n° 2020/07-02/02 en date du 10 juillet 2020**

Décisions prises entre le 15/06/2021 et le 05/07/2021

Décision n° 2021-051 du 14/06/2021
Acquittée par la Préfecture le 16/06/2021

► Le Maire est autorisé à signer un contrat de réservation avec l'office de tourisme Drôme Sud Provence pour une prestation sortie familles qui aura lieu le jeudi 15 juillet 2021 dont le montant s'élève à 305 € TTC.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.

Décision n° 2021-052 du 14/06/2021
Acquittée par la Préfecture le 16/06/2021

► Le Maire est autorisé à signer le contrat pour une mission OPC avec la société TEXUS pour un montant de 3861.50 € TTC.

Décision n° 2021-053 du 14/06/2021
Acquittée par la Préfecture le 16/06/2021

► Le Maire est autorisé à intenter toute action en justice et à défendre les intérêts de la commune dans le cadre de l'action visée dans les considérants ci-dessus.

► Le Maire donne tous pouvoirs à Maître BARD, Avocat, 39 avenue Félix Faure 26000 VALENCE ou l'un des membres de la SELARL BARD, pour le représenter à l'audience du 1^{er} juillet 2021 devant le tribunal correctionnel de Valence, dans le cadre de l'action en justice ci-dessus visée.

Décision n° 2021-054 du 16/06/2021

Acquittée par la Préfecture le 18/06/2021

► Le Maire est autorisé à signer le contrat avec LABEL FOLIE pour le spectacle BANAN'N JUG à l'occasion de la Fête de la Musique qui se déroulera le 21 juin 2021 dont le montant s'élève à 2 110 €.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.

Décision n° 2021-055 du 17/06/2021

Acquittée par la Préfecture le 18/06/2021

► Le Maire est autorisé à signer le contrat avec Futilité publique pour le spectacle LA NATÛR C'EST LE BONHÛR qui se déroulera le samedi 3 juillet 2021 dont le montant s'élève à 1 550 €.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.

Décision n° 2021-056 du 22/06/2021

Acquittée par la Préfecture le 28/06/2021

► Le Maire est autorisé à signer le contrat avec la Cie « Transe Express » pour la prestation artistique qui sera donnée à Livron dans le cadre de la tournée Fulgurance, qui se déroulera le 4 juillet 2021 et dont le montant s'élève à 3 639,75 € TTC.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.

Décision n° 2021-057 du 24/06/2021

Acquittée par la Préfecture le 28/06/2021

► Le Maire est autorisé à signer la convention avec le groupe Les Gaspards pour la prestation artistique qui sera donnée à Livron dans le cadre des festivités nationales, qui se déroulera le 13 juillet 2021 et dont le montant s'élève à 1 550 € TTC.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.

Décision n° 2021-058 du 29/06/2021

Acquittée par la Préfecture le 01/07/2021

► L'entreprise TPC est retenue dans le cadre du marché 21-01 (construction d'une aire de lavage des pulvérisateurs et d'un système de traitement des effluents phytosanitaires par phytobacs pour un montant de 181 418.98 € HT

► Le Maire est autorisé à signer le marché avec la société TPC.

Décision n° 2021-059 du 28/06/2021

Acquittée par la Préfecture le 02/07/2021

► Le Maire est autorisé à signer le contrat avec la Cie Melle Hyacinthe pour la prestation artistique qui sera donnée à Livron dans le cadre d'Un Dimanche au cirque, qui se déroulera le 4 juillet 2021 et dont le montant s'élève à 1 600 € TTC.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.

Décision n° 2021-060 du 01/07/2021

Acquittée par la Préfecture le 05/07/2021

► Le Maire est autorisé à signer le contrat avec l'association Head Finger's pour la prestation artistique qui sera donnée à Livron dans le cadre des animation Estivales, qui se déroulera le 16 juillet 2021 et dont le montant s'élève à 400 € TTC.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.

Décision n° 2021-061 du 30/06/2021

Acquittée par la Préfecture le 01/07/2021

► Le Maire est autorisé à signer le contrat avec le groupe STABAR pour la prestation artistique qui sera donnée à Livron dans le cadre des animation Estivales, qui se déroulera le 24 juillet 2021 et dont le montant s'élève à 1 300 € TTC.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.

Décision n° 2021-062 du 30/06/2021

Acquittée par la Préfecture le 01/07/2021

► Le Maire est autorisé à signer le contrat avec Oxyput Compagnie pour la prestation artistique qui sera donnée à Livron dans le cadre des animation Estivales, qui se déroulera le 30 juillet 2021 et dont le montant s'élève à 2 300 € avec un défraiement pour le transport de l'équipe s'élevant à 600 € soit un montant global de 2 900 € Net de taxes.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.

Décision n° 2021-063 du 30/06/2021

Acquittée par la Préfecture le 01/07/2021

► Le Maire est autorisé à signer le contrat avec la Compagnie Monsieur K pour la prestation artistique qui sera donnée à Livron dans le cadre de la saison culturelle. La représentation se déroulera le 13 novembre 2021. Le montant total s'élève à 1761,90 € TTC comprenant le prix de la représentation et les frais de transport.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.

Décision n° 2021-064 du 30/06/2021

Acquittée par la Préfecture le 01/07/2021

► Le Maire est autorisé à signer le contrat avec le cabinet ARNOUX ASSUR pour se garantir d'une éventuelle annulation de cette manifestation liée à des évènements extérieurs à la collectivité. Le montant de la prime s'élève à 747,97 € TTC.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.

Bilan du Conseil Municipal des Enfants (CME) 2020 2021

Délibération 1 - Rapport d'activité 2020 du Syndicat Intercommunal d'Enseignement Artistique (SIEA)

Madame Nathalie MANTONNIER, Première Adjointe, informe que, chaque année, doit être adressé aux Maires des communes membres, un rapport retraçant l'activité de l'établissement.

Ce rapport doit faire l'objet d'une présentation en séance publique du conseil municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **PREND** acte de la présentation du rapport d'activité 2020 du Syndicat Intercommunal d'Enseignement Artistique (SIEA),

Délibération 2 - Rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion du Syndicat d'Irrigation Drômois (SID) de 2013 à 2019

Monsieur Christian CHABERT, Adjoint délégué en charge de l'économie et de l'agriculture, informe que la Chambre Régionale des Comptes Auvergne-Rhône-Alpes a procédé au contrôle des comptes et de la gestion du Syndicat d'Irrigation Drômois pour les exercices de 2013 à 2019.

Pour mémoire, il est utile de rappeler que le SID s'est constitué récemment et progressivement, en 3 phases : 2013, 2014 et enfin 2015, par la fusion de 19 syndicats préexistants et l'adhésion de 9 communes supplémentaires. Le SID compte aujourd'hui 123 communes.

En tant que commune membre du SID, le Conseil Municipal doit débattre du rapport d'observations définitives.

La Chambre Régionale des Comptes Auvergne-Rhône-Alpes a procédé, dans le cadre de son programme de travail, au contrôle des comptes et de la gestion du syndicat d'irrigation drômois pour les exercices 2013 à 2019, en veillant à intégrer, autant que possible, les données les plus récentes.

Le contrôle a été engagé par lettre du 21 avril 2020, adressée à M. Bernard VALLON, président de l'établissement depuis 2013. Le comptable assignataire a été informé du contrôle par courrier du même jour.

Les investigations ont porté plus particulièrement sur les points suivants :

- La gouvernance ;
- Les finances ;
- L'activité ;
- La gestion du patrimoine ;
- La commande publique ;
- Les ressources humaines.

Il ressort du rapport les recommandations suivantes :

Recommandation n° 1 : mettre en cohérence les organes du syndicat avec son statut de syndicat-régie.

Recommandation n° 2 : établir un calendrier de convergence des tarifs afin d'aboutir à une gestion financière unifiée.

Recommandation n° 3 : améliorer la transparence de l'information financière en complétant les annexes budgétaires et en publiant les documents exigés par la réglementation sur le site internet du SID.

Recommandation n° 4 : élaborer un projet stratégique validé en comité syndical fixant les orientations politiques retenues par le SID en cohérence avec les documents de planification de la ressource en eau.

Recommandation n° 5 : régulariser l'inscription des servitudes afin de sécuriser juridiquement les installations du SID.

Recommandation n° 6 : identifier la fonction de gestion du patrimoine et de suivi des projets d'investissement au sein de l'organigramme.

Recommandation n° 7 : formaliser un document recensant les besoins d'achats et planifiant les procédures à mettre en œuvre.

Le rapport a permis de dégager des axes d'amélioration qui ont commencé à être mis en œuvre dès 2020 (Source note DGS SID).

Gouvernance

Concernant la gouvernance, il ressort qu'elle peut être simplifiée et améliorée. A cet égard, la réduction de moitié du nombre de délégués communaux et de vice-présidents prévue à compter de 2020 a été considérée comme positive. Reste à simplifier le fonctionnement des instances de décisions.

Tarification

L'une des principales critiques de la CRC porte sur ce qu'elle considère être une absence de solidarité financière, avec des tarifs différenciés par territoire, voire par réseau.

Cette position n'est pas celle du SID et de ses élus et cela est expliqué dans la réponse du Président, annexée au rapport définitif : Les tarifs sont élaborés par territoire en concertation entre les membres du Bureau et les représentants de chaque territoire et proposés au conseil d'administration de la régie d'exploitation.

Les principes de la tarification sont les suivants :

- ✓ *Elle doit équilibrer les dépenses de chaque territoire y compris les dépenses d'amortissement d'actifs et les frais généraux,*
- ✓ *Les recettes liées à la part au m3 doivent à minima couvrir les dépenses d'énergie électrique du territoire,*
- ✓ *Les recettes liées à la part au m3 « agence de l'eau » doivent à minima couvrir les dépenses des redevances de l'agence de l'eau,*
- ✓ *La part fixe de la facture (abonnement) doit à minima couvrir 50% des dépenses du territoire afin de pallier aux variations très importantes des consommations chaque année.*

L'origine de la ressource en eau, l'âge des installations, le niveau de maintenance dont ils ont fait l'objet, l'amortissement des investissements réalisés par les anciens syndicats sont autant d'éléments qu'il a fallu prendre en compte lors de la fusion des 19 syndicats.

Chacun comprendra qu'il était inenvisageable de refondre l'ensemble de ces éléments pour en ressortir un tarif unique à l'échelle du SID.

Des gros efforts ont été faits depuis 7 ans afin de réduire la grille tarifaire qui existait lors de la fusion. Un seul et même tarif a été mis en place pour les non professionnels. Les éléments de facturation ont été harmonisés sur l'ensemble du territoire et globalement, le nombre de tarifs a été divisé par deux.

Il faut considérer qu'il faudra au moins autant d'années, sinon davantage, pour aller vers l'uniformisation préconisée par la CRC.

Gestion financière et comptable

Il y a des progrès à accomplir en matière de gestion comptable et certaines mesures ont d'ores et déjà été prises : engagement des dépenses, fiabilisation des restes à réaliser, fiabilisation des imputations comptables.

La CRC a par contre souligné l'opération d'optimisation fiscale réalisée par le SID concernant la contribution au service public d'électricité qui a rapporté près de 5M€ cumulés et qui permet désormais de diminuer la facture d'électricité de l'ordre de 1M€ par an.

A noter que ce gain a permis de financer intégralement la construction du nouveau siège du SID à Montéliér (opération de 2,4 M€).

La bonne solvabilité et le faible endettement du SID ont également été soulignés.

Investissements

La CRC préconise de se prononcer sur un projet stratégique d'investissement, qui sera la concrétisation politique du schéma directeur technique déjà existant.

Foncier

Le SID bénéficie de servitudes de passage de ses canalisations héritées des syndicats préexistants. La plus grande partie n'a pas fait l'objet d'une formalisation et d'une inscription au service de publicité foncière.

Un ½ poste a été redéployé pour traiter de ces affaires foncières mais une régularisation d'ensemble ne sera pas possible.

Aussi, c'est l'occasion pour les délégués communaux de rappeler en conseil municipal qu'il est important :

- *De signaler la présence des canalisations d'irrigation lors de tout document urbanisme (certificat d'urbanisme – déclaration de travaux – permis de construire – permis de lotir – permis d'aménager etc...). Seule la concertation en amont avec les porteurs de projet permettra au SID d'étudier des solutions techniques et économiques permettant de rendre les projets compatibles avec la présence des réseaux d'irrigation*
- *De ne pas classer constructibles, les parcelles avec une canalisation d'irrigation sans concertation au préalable avec le SID (ou au moins de veiller à créer une zone non aedificandi quand c'est possible)*
- *De rappeler à tous les porteurs de projet la nécessité de faire les démarches **obligatoires** de DT : déclaration de projet de travaux (à faire par le Maître d'ouvrage) et DICT : déclaration d'intention de commencement de travaux (à faire par l'entreprise de terrassement) auprès de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) : fichier regroupant les plans des réseaux de tous les gestionnaires y compris le SID. Cette démarche doit être faite également en terrain privé.*

Nous tenons les plans à disposition des communes au format shape. A noter toutefois que les emplacements ne sont pas toujours précis et qu'en cas de présence d'une conduite à proximité, il est préférable de faire appel à nos services qui iront vérifier sur place.

Commande publique – achats

La CRC a souligné que les procédures étaient correctement menées. Reste à optimiser nos achats de petites fournitures => ce sera fait en 2021 ou 2022.

Délégations de service public

Le choix de maintenir une gestion en DSP sur 3 réseaux est remis en cause par la CRC au motif que le SID dispose des compétences nécessaires pour gérer en régie.

C'est une question politique, qui relève de la décision du Conseil d'Administration.

La question de maintenir ce mode de gestion se posera lorsque la fin des DSP existantes arrivera.

Gestion des ressources humaines

Plusieurs faiblesses ont été relevées dans la GRH dans les domaines de l'hygiène et sécurité, la formation professionnelle notamment.

Un poste à ½ temps, en soutien de la DGS, a été redéployé sur cette thématique afin d'améliorer la GRH. Elle s'est traduit très concrètement par un effort de formation très important réalisé en 2020 et qui va se poursuivre dans les années futures ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **PREND** acte du rapport de la Chambre Régionale des Comptes concernant le contrôle des comptes et de la gestion Syndicat d'Irrigation Drômois pour les exercices de 2013 à 2019, et des débats qui se sont tenus.

Délibération 3 - Modification des statuts du syndicat d'irrigation Drômois (SID)

Monsieur Christian CHABERT, Adjoint délégué en charge de l'économie et de l'agriculture, fait ressortir la nécessité de procéder à des évolutions des statuts du SID comme suit :

- La modification du siège du SID : l'article 3 des statuts doit être modifié pour prendre en compte la nouvelle adresse du siège : 23 rue des Tilleuls à MONTELIER ;
- L'adhésion de 3 nouvelles communes au SID : La Répara-Auriples, Saoû et Autichamp, sollicitées par le conseil municipal de chacune d'elles.

Une modification des statuts d'un syndicat intercommunal suppose une délibération favorable de ses communes membres à la majorité qualifiée, soit les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou soit la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **VALIDE** les nouveaux statuts du SID tels que présentés.

Délibération 4 - Modification du tableau des effectifs

Madame Evelyne BERNARD, Adjointe déléguée aux Finances et aux Ressources Humaines et Monsieur Sébastien AMBLARD, Adjoint en charge des affaires scolaires exposent que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour

permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique compétent.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- Le grade ou, le cas échéant, les grades correspondants à l'emploi créé,
- La catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- Pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Dans le cadre du passage du service de la restauration en liaison froide, un projet de réorganisation du service de la restauration scolaire a été engagé. En effet, à compter de la rentrée scolaire 2021/2022, et conformément au contrat en cours, la commune sera responsable de la réception des marchandises et de leurs remises en température selon les protocoles sanitaires en cours. Dès lors, la collectivité devient responsable, sur l'ensemble de la préparation et du temps de la restauration scolaire, de la sécurité alimentaire des enfants.

Afin de répondre à ces impératifs de sécurité alimentaire, il a été décidé de professionnaliser des agents sur la partie cuisine des restaurants scolaires. Dans ce cadre, 4 postes de responsable de restaurant satellite, et 2 postes d'adjoint au responsable de restaurant ont été créés. Pour pourvoir à ces postes, un appel à mobilité interne a été privilégié, complété par une vacance de poste externe.

Sur les 6 postes proposés :

- 5 ont été pourvus en interne. S'agissant d'agents issus de la filière animation, il est proposé de les intégrer dans un cadre d'emplois techniques présentant l'avantage d'une meilleure adéquation entre la fonction de l'agent et son cadre d'emploi, ainsi qu'une meilleure perspective de carrière pour l'agent.
- 1 agent a été recruté en externe

Ce projet de réorganisation s'inscrit dans le cadre d'une réflexion plus globale, en cours de finalisation visant à professionnaliser les agents sur leurs postes, à optimiser la gestion des plannings, à mettre en adéquation la fonction de l'agent et son cadre d'emploi. Il concerne l'ensemble des agents du service éducation sur les missions d'entretien, d'animation, et d'ATSEM. Une délibération sera prise courant de l'automne afin de finaliser les évolutions de fonction et de cadres d'emplois.

Parallèlement, à ce projet, il est également proposé de stagiairiser 3 agents actuellement en Contrat à Durée Déterminée sur des emplois permanents et dont les états de services sont positifs.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal ;

Vu l'exposé ci-dessus, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DÉCIDE à l'Unanimité :

- la création d'un emploi permanent d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet, à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe relevant de la catégorie hiérarchique C, l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : Responsable de restaurant scolaire satellites, la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,

- la création d'un emploi permanent d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet, à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe relevant de la catégorie hiérarchique C, l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : Responsable de restaurant scolaire satellite, la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,
- la création d'un emploi permanent d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet, à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe relevant de la catégorie hiérarchique C, l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : Responsable de restaurant scolaire satellites, la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,
- la création d'un emploi permanent d'adjoint d'animation à temps complet, à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux au grade d'adjoint d'animation relevant de la catégorie hiérarchique C, l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : Responsable de restaurant scolaire satellites, la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,
- la création d'un emploi permanent d'adjoint technique à temps complet, à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux au grade d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C, l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : Adjoint au responsable de restaurant scolaire satellites, la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,
- la création d'un emploi permanent d'adjoint technique à temps complet, à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux au grade d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C, l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : Adjoint au responsable de restaurant scolaire satellite, la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,
- la création d'un emploi permanent d'adjoint technique à raison de 17 heures 30 minutes hebdomadaires, à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux au grade d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C, l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : Restauration scolaire et entretien des bâtiments, la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,
- la création d'un emploi permanent d'adjoint d'animation à raison de 29 heures 05 minutes hebdomadaires, à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux au grade d'adjoint d'animation relevant de la catégorie hiérarchique C, l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : Assistance technique et éducative au personnel enseignant, la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,
- la création d'un emploi permanent d'adjoint technique à temps complet, à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux au grade d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C, l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : Agent polyvalent des écoles, la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,
- dit que la modification du tableau des emplois entrera en vigueur à compter du 6 juillet 2021,
- de créer au tableau des effectifs les emplois permanents susmentionnés.

- de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Filière Technique				
Grade	Catégorie	Ancien effectif	Nouvel effectif	Durée hebdomadaire du poste créé
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	C	6	9	Temps complet
Adjoint technique	C	6	9	Temps complet
Adjoint technique à temps non complet	C	0	1	17 heures 30 minutes

Filière Animation				
Grade	Catégorie	Ancien effectif	Nouvel effectif	Durée hebdomadaire du poste créé
Adjoint d'animation	C	6	7	Temps complet
Adjoint d'animation à temps non complet	C	17	18	29 heures 05 minutes

Ces emplois pourront être occupés par des agents contractuels recrutés à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Monsieur le Maire est chargé de recruter les agents affectés à ces postes.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Délibération 5 - Actualisation du règlement intérieur du service de la restauration scolaire

Monsieur Sébastien Amblard, Adjoint en charge des affaires scolaires propose, de réactualiser et préciser certaines dispositions du règlement intérieur du service de la restauration scolaire.

Le projet d'actualisation, permet de préciser de manière plus complète les modalités de fonctionnement des inscriptions au service de Restauration Scolaire, et place le « portail famille » comme élément central des démarches administratives relatives au parcours de l'enfants à la cantine.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **APPROUVE** le présent règlement intérieur du service de la restauration scolaire qui entrera en application à compter de la rentrée scolaire 2021/2022, soit au 1^{er} septembre 2021.

Délibération 6 - Actualisation du règlement intérieur « accueil midi »

Monsieur Sébastien Amblard, Adjoint en charge des affaires scolaires, propose de réactualiser et préciser certaines dispositions du règlement « accueil midi ». La principale modification porte sur la référence au « portail famille » comme élément central des démarches administratives. Le règlement précise également de manière plus complète les modalités de fonctionnement du service « accueil midi ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **APPROUVE** le présent règlement intérieur règlement « accueil midi » qui entrera en application à compter de la rentrée scolaire 2021/2022, soit au 1^{er} septembre 2021.

Délibération 7 - Actualisation du règlement intérieur de l'accueil périscolaire

Monsieur Sébastien Amblard, Adjoint en charge des affaires scolaires propose, de réactualiser et préciser certaines dispositions du règlement intérieur de l'accueil périscolaire.

Le projet d'actualisation, permet de préciser et de réactualiser les modalités de fonctionnement des inscriptions de l'accueil périscolaire, et place le « portail famille » comme élément central des démarches administratives relatives au parcours de l'enfants au périscolaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **APPROUVE** le présent règlement intérieur de l'accueil périscolaire qui entrera en application à compter de la rentrée scolaire 2021/2022, soit au 1^{er} septembre 2021.

Délibération 8 - Budget principal - Admission de créances en non-valeur

Madame Evelyne BERNARD, Adjointe déléguée aux Finances et aux Ressources Humaines, fait part d'une demande émanant de Madame la Comptable du Trésor, sollicitant l'admission en non-valeur des titres de recettes émis sur les exercices 2016 - 2019 pour le budget principal.

Ces créances, qui pour la plupart relèvent de la restauration scolaire (1 485.14 €) et de l'accueil périscolaire (14.50 €), s'avèrent irrécouvrables malgré les poursuites effectuées par le comptable ou du fait du montant de faible valeur inférieur au seuil des poursuites ou suite à une procédure de surendettement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **DÉCIDE** d'admettre en non-valeur le titre de recettes correspondant à la liste remise par le Comptable, pour un montant total actualisé de 1 499.64 € (Compte budgétaire 6541)
- **DÉCIDE** de prélever la dépense sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget.

Délibération 9 - Budget SPANC - Admission de créances en non-valeur

Madame Evelyne BERNARD, Adjointe déléguée aux Finances et aux Ressources Humaines, fait part d'une demande émanant de Madame la Comptable du Trésor, sollicitant l'admission en non-valeur d'un titre de recettes émis sur l'exercice 2017 pour le budget du SPANC.

Cette créance de 42.52 € relève d'un titre émis pour un contrôle diagnostic, qui s'avère irrécouvrable malgré les poursuites effectuées par le comptable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **DÉCIDE** d'admettre en non-valeur le titre de recettes correspondant à la liste remise par le Comptable, pour un montant total actualisé de 42.52 € (Compte budgétaire 6541)
- **DÉCIDE** de prélever la dépense sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget du SPANC de l'exercice en cours

Délibération 10 - Acquisition d'un immeuble sis 4 Rue de l'hôpital - Livron sur Drôme : exercice du droit de préemption urbain par la commune de Livron sur Drôme

Monsieur Philippe CHAVE, Adjoint délégué à la Protection des Populations, à la Cohésion des Territoires et au Développement Urbain et Madame Nathalie MANTONNIER, Première Adjointe, informent que :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-, L 211-2, L 213-1 et suivants, R 213-1 et suivants, L 300-1 et suivants, D 213-13-1 à D 213-13-4 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la CCVD n° 1 du 11/05/2017, par laquelle le Conseil communautaire a décidé que l'exercice du Droit de Préemption, pourra être délégué à une commune ou à un EPFL (Etablissement Public Foncier Local) à l'occasion de l'aliénation d'un bien en vue de réaliser des actions ou des opérations d'intérêt communal et relevant de la compétence communale.

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner, reçue en Mairie le 3 mai 2021 de Maître Olivier Métral, Notaire 9 Rue du parc 26 250 Livron sur Drôme, notifiant la cession par Les consorts VERNET domiciliés à Livron sur Drôme, de l'immeuble sis 4 rue de l'Hôpital, cadastré section BH n°38, classée en zone UAz au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, pour une superficie de 366 m2, au prix de quatre-vingt-quinze mille euros (95 000 €),

Vu la demande de la commune de Livron en date du 16 juin 2021 sollicitant la CCVD pour une délégation ponctuelle du droit de préemption pour l'acquisition d'un bien faisant l'objet d'une Déclaration d'Aliéner reçue en mairie le 3 mai 2021, situé dans le haut Livron, 4, rue de l'hôpital afin de créer, conformément à son projet de vie pour ses habitants, un lieu de vie intégrant des mixités de fonctions,

Vu la délibération du conseil communautaire en date 29 juin 2021 autorisant le Conseil Communautaire de la CCVD de déléguer ponctuellement à la commune de Livron le droit de préemption pour le bien situé 4 rue de l'hôpital 26 250 Livron sur Drôme pour y réaliser une opération d'intérêt communal

Vu l'avis de France Domaine,

Considérant que la commune doit acquérir cette propriété afin de pouvoir créer, conformément à son projet de vie pour ses habitants, un lieu de vie intégrant des mixités de fonctions comme suit :

La commune de Livron sur Drôme présente une géographie singulière. En effet, forte de ses 9 300 habitants, elle est découpée en un centre-bourg autour duquel se répartissent 4 quartiers dont un plus particulier, le Haut Livron, répertorié comme « village perché » et comptant un peu plus de 1 000 habitants.

La population est en effet en demande de lieux conviviaux, permettant la rencontre, l'échange d'idées, de

savoir et de services.

Ces « tiers lieux » ont vocation à dynamiser notre territoire, à développer le « faire ensemble », à retisser des liens entre et avec la population, et répondre à des besoins non satisfaits pour les habitants.

Ces espaces qui concourent au bien vivre ensemble, peuvent accueillir des activités à vocation culturelle, touristique, économique et solidaire.

Un tènement (comprenant une habitation, une « grange » ainsi qu'un espace extérieur clos), situé au 4 rue de l'hôpital sur le quartier du Haut Livron, présente les atouts et un positionnement géographique adaptés à l'accueil d'un tel tiers lieu.

Des activités éco-touristiques pourraient tout à fait y trouver leur place dans la mesure où ce tènement se situe à proximité de chemins de randonnées référencés ; un travail sur le patrimoine touristique et culturel est d'ailleurs en cours, liant collectif d'habitants, associations, communauté de communes (CCVD) et office de tourisme intercommunal.

La présence d'une épicerie, en circuits courts et bio adossée à un café, de type associatif, permettrait l'accueil à la fois des résidents et des touristes sur une offre qui n'est actuellement pas pourvue. Cela renforcerait ainsi la dynamique existante en période estivale autour du « marché perché et bio » bimensuel.

Certaines associations ont d'ailleurs déjà fait part de leur souhait de développer leurs activités sur le Haut Livron, elles pourraient donc y trouver un lieu adapté à leurs besoins.

Parallèlement, la commune est engagée dans une politique culturelle volontariste en accueillant déjà au Haut Livron, des artistes ou des compagnies en résidence ; en le mutualisant, cet espace permettrait de favoriser la création et l'expression artistiques, dans des locaux plus adaptés et fonctionnels que ceux proposés actuellement.

Enfin, la restauration en concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France et la mise aux normes associée aux Etablissements Recevant du Public (ERP), permettra une valorisation patrimoniale du bâtiment. Il sera ainsi préservé, avec les éléments architecturaux et les décorations de façades typiques de ces bâtiments anciens en pierres que l'on retrouve sur ce secteur, lui-même référencé comme Site Patrimonial Remarquable (SPR).

Ce projet remplit les critères permettant la délégation du droit de préemption.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la Majorité par 18 Pour et 9 Abstentions :

- **ACCEPTE** la délégation ponctuelle de l'exercice du droit de préemption urbain, lui permettant d'exercer le droit de préemption à l'occasion de l'aliénation du bien situé 4 rue de l'Hôpital
- **DÉCIDE** de préempter le bien situé 4 rue de l'Hôpital, cadastré section BH n°38, d'une surface de 366 m², propriété de l'indivision Vernet au prix et conditions indiqués dans la déclaration d'intention d'aliéner reçue en Mairie le 3 mai 2021 de Maître Olivier Métral, au prix indiqué, par le Service France Domaine, de quatre-vingt-quinze mille euros (95 000 €), (Numéro d'enregistrement de la DIA : 2021/073).
- **DÉCIDE** que cette acquisition sera régularisée par acte notarié, aux frais de la commune.
- **PRÉCISE** que la présente délibération est soumise à publicité, notification au notaire mentionnée dans la D.I.A et transmission au représentant de l'Etat dans le Département ;

- **PRÉCISE** que la présente délibération est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification et qu'elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité compétente dans un délai de deux mois à compter de ladite notification. Ce recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux, qui devra être introduit dans le délai de deux mois à compter de la réponse de l'autorité signataire, sachant que le silence gardé pendant un délai de deux mois vaut rejet implicite de ce recours gracieux ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant désigné, à signer toutes pièces utiles

Délibération 11 - Avance remboursable par la CCVD en vue de l'acquisition d'un immeuble 4 rue de l'Hôpital

Monsieur Philippe CHAVE, Adjoint délégué à la Protection des Populations, à la Cohésion des Territoires et au Développement Urbain rappelle que, par principe, un EPCI ne peut prêter de l'argent à une collectivité territoriale comme le précise l'article 26.3° de la loi organique n° 2001-692 du 1ER Août 2001 relative aux lois de finance : « sauf disposition expresse d'une loi de finances, les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont tenus de déposer leurs disponibilités auprès de l'Etat ».

Cette interdiction découle également de l'article L 511-5 du code monétaire et financier qui dispose que « il est interdit à toute personne autre qu'un établissement de crédit ou une société de financement d'effectuer des opérations de crédit à titre habituel ».

Néanmoins, par exception, la jurisprudence considère toutefois que le prêt entre collectivités territoriales peut être exceptionnellement et ponctuellement autorisé à condition (cumulativement) :

- d'un intérêt public (CE, 31 mai 2000, Ville de Dunkerque, n°170563) : il s'agit ici d'aider la commune dans son projet politique de créer des lieux de vie au sein de chaque hameau de la commune. L'espace contraint du haut Livron ne permettant pas de disposer de lieu si ce n'est par cette aide financière qui permettra à la commune de préempter le bien adapté au projet.

- d'un intérêt propre du bailleur de fonds (CE, 23 mai 1980, Commune d'Evau-les-Bains) : l'objectif d'utiliser les fonds pour préempter un bien permettant l'implantation d'un commerce de proximité participe pleinement à la politique de développement économique de la communauté de communes

- que le prêt soit prévu dans le budget de la collectivité qui l'octroie (CAA Marseille, 3 avril 2001, Préfet des Alpes-de-Haute-Provence, n°00MA00371)

- et que le prêt soit effectué à titre gracieux c'est-à-dire sans intérêts (circulaire interministérielle du 2 avril 2002, NOR INT/B/02/00089/C) ce qui est le cas, l'avance remboursable étant prévue sans intérêt.

Dans le cadre du financement du bâtiment situé au 4 rue de l'hôpital, la commune de Livron sur Drôme sollicite une avance remboursable d'un montant de 95 000 €, correspond au prix de l'acquisition hors frais annexes. Une convention entre la CCVD et la commune de Livron-sur-Drôme aura pour objet de définir les conditions de mise en œuvre de l'avance remboursable consentie à la commune pour l'achat du bien.

Elle entrera en vigueur dès sa signature et prendra fin avec la dernière échéance remboursée par la commune.

Le montant de l'avance remboursable s'élève à 95 000 €. La commune remboursera la CCVD selon l'échéancier suivant :

- 30 000 € en 2022
- 30 000 € en 2023
- 35 000 € en 2024

Cette avance remboursable est non productive d'intérêt.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **ACCEPTE** le principe d'une avance remboursable de la CCVD à la commune de Livron-sur-Drôme à hauteur de 95 000 € remboursable selon l'échéancier défini ci-dessus
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir entre la CCVD et la commune de Livron

Délibération 12 - Comodat administratif pour le bâtiment d'accueil collectif d'enfants - Maison Pignal

Monsieur le Maire, rappelle que la gestion des multi accueils collectifs (crèches) relèvent de la compétence de la Communauté de Communes (CCVD). A ce jour, les locaux communaux sont mis à disposition de la CCVD dans le cadre de commodats administratifs pour une durée de 10 ans. Ce fonctionnement a été acté par délibération en date du 27 octobre 2014.

Le comodat est un contrat de droit privé par lequel une personne, le prêteur, met gratuitement à disposition d'une autre, l'emprunteur, un ou des biens afin qu'il en fasse usage. Plus précisément, l'article 1875 du code civil le définit comme le « *contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servie* ».

Ces commodats précisent les rôles respectifs et modalités de gestion en matière de fonctionnement, d'entretien et de maintenance de ces locaux.

Compte-tenu de la mise en fonctionnement prochaine de la crèche intercommunale et de la cuisine centrale sur le site de la Maison Pignal, il est proposé la mise en place d'un comodat administratif entre la commune de Livron sur Drôme et la CCVD dans les conditions suivantes :

Désignation du bien :

Section	Numéro	Lieux-dits	Nature	Surface
BK	328	38 rue du Dr l'Hermier	Cuisine centrale	101 m2
			Crèche	
TOTAL				

Durée du contrat :

La présente mise à disposition est consentie et acceptée pour une durée reconductible déterminée de DIX (10) années, commençant à courir du 01 Août 2021 pour expirer le 31 juillet 2031.

En tout état de cause, les commodats en cours s'éteindront à compter du transfert effectif des bâtiments à la CCVD pour l'exercice de la compétence petite enfance. Les modalités du transfert seront définies lors d'une Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT), qui devrait se réunir d'ici la fin de l'année.

Redevance :

La mise à disposition est consentie et acceptée à titre gratuit pour toute sa durée, dans le cadre des principes dégagés par les articles 1875 et suivants du Code Civil.

La CCVD s'oblige simplement à payer toutes les taxes, impôts, charges et dépenses d'entretien, relatives aux immeubles commodés.

Notamment, les immeubles commodés donneront lieu de la part de la CCVD au paiement des taxes foncières afférentes.

La cas échéant, toutes dépenses d'entretien (notamment installations électriques, alarme incendie, chauffage PAC, etc...) ou de réparation de certains équipements permettant le fonctionnement des locaux feront l'objet d'une refacturation directe de la commune à la CCVD ou au prorata des consommations.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **APPROUVE** le projet de commodat ci-annexé,
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention de commodat administratif avec la CCVD, ainsi que les avenants portant précisions quant à la répartition des charges et des travaux
- **AUTORISE** le Maire à effectuer toutes démarches et d'accomplir toutes mesures de nature à exécuter la présente délibération.

Délibération 13 - Convention avec la CCVD pour la mise à disposition de vélos à assistance électrique 45 km/h et/ou de scooters électriques et contrat commune/utilisateur

Madame Anne-Lise VIALON, Adjointe aux sports et à la jeunesse, rappelle que la communauté de communes du Val de Drôme a proposé aux communes en avril 2017 des expérimentations de vélos et de scooters électriques regroupées sous l'appellation « EXPERIENCE 2 ROUES ».

Ont été acquis 22 vélos à assistance électrique, VAE, classiques ; 5 vélos à assistance électrique 45 km/h et 5 scooters électriques.

L'expérience 2 roues a duré 2 ans de 2017 à 2019.

Le bilan a été présenté au conseil communautaire de 28 janvier 2020. A la suite de ce bilan, il a été décidé de vendre d'occasion une partie des vélos et de mettre en place un nouveau service vélo avec l'acquisition de vélos neufs.

Les 22 vélos à assistance électrique classiques ont été proposés à la vente à l'automne 2020 et un nouveau système se mettra en place en 2021 avec l'achat de 30 nouveaux vélos.

Dans l'attente de la mise en place d'un nouveau système de location, la CCVD propose aux communes de bénéficier des vélos à assistance électrique 45 km/h et des scooters électriques pour des mises à disposition de 3 mois. Ces mises à disposition sont destinées à des prêts ou des locations aux habitants (pas de prêt ou location aux touristes pour ne pas faire concurrence aux offres privées).

Il est à noter que :

- Les vélos à assistance électrique 45 km/h et les scooters électriques sont homologués cyclomoteurs et il sera nécessaire que les habitants intéressés soient titulaires d'un permis B ou du BSR ("permis mobylette") ou de la catégorie AM du permis de conduire.

- La mairie peut assurer la gestion des prêts en direct ou confier cette gestion à un opérateur (une association, un commerce ou une entreprise communale).

Le Maire propose que la commune demande pour une période de 3 mois, la mise à disposition de vélos à assistance électrique 45 km/h (homologué cyclomoteur) et de Scooters électriques.

La gestion de ces prêts ou location sera assurée par la commune.

Pour cette mise à disposition, il convient d'établir une convention entre la commune et la CCVD. La proposition de convention cadre est jointe à cette délibération.

Dans la convention, il est indiqué que les vélos sont mis gracieusement à disposition par la CCVD aux conditions suivantes :

- La mairie s'engage à faire retour des mises à disposition (nombre de mises à dispositions, durée, nombre de kilomètres réalisés et usages),
- Elle assure ou fait assurer l'entretien courant des vélos pendant la durée de la mise à disposition,
- La CCVD s'occupe de la réparation et du remplacement en cas de pièces cassées ou dégradées. Elle facture à la commune le coût des pièces changées,
- Un dépôt de garantie de 200 euros par vélo est demandé aux utilisateurs,
- La mairie gère le dépôt de garantie qui serait demandé aux utilisateurs,

Pour chaque prêt ou location, un contrat est signé avec l'utilisateur. Joint à la présente délibération, il rappelle les conditions d'utilisation des vélos à assistance électrique 45 km/h et/ou des scooters électriques, les consignes de sécurité et le prix de la caution.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **DEMANDE** la mise à disposition de vélos à assistance électrique 45 km/h et/ou de scooters électriques pour la période de 3 mois
- **VALIDE** la convention avec la CCVD de mise à disposition de vélos à assistance électrique 45 km/h et/ou de scooters électriques
- **VALIDE** le contrat de prêt/location commune/utilisateur
- **VALIDE** le montant de dépôt de garantie à 200 euros
- **PRECISE** qu'en cas de location les tarifs seront soumis à délibération
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.